

LE TEMPS

opinion Jeudi 24 septembre 2015

La résolution du conflit syrien passera par la fin de la toute-puissance occidentale

Par Georges Corm et Gabriel Galice

Comment sortir du guêpier syrien? Divers Etats, à vocation impériale ou régionale, sont impliqués dans ce dramatique conflit. Le plan que propose la Russie ne devrait pas être balayé, car il constitue justement la porte d'entrée vers un monde multipolaire négocié, analysent l'historien libanais Georges Corm et Gabriel Galice, président du Gipri à Genève

L'émotion générale soulevée en Europe par la photo d'un enfant syrien noyé n'a malheureusement pas amené à mettre en question le récit stéréotypé sur les causes du drame syrien. Certaines de ces causes sont lointaines, tels les projets états-uniens de remodeler le «Grand Moyen-Orient», sous prétexte d'y étendre la démocratie, en démantelant les Etats «rebelles», indociles aux volontés géopolitiques des Etats-Unis et de leurs alliés. Les causes immédiates sont la mise en œuvre catastrophique de ce projet en Irak en 2003, puis successivement en Libye et en Syrie en 2011 et aujourd'hui au Yémen par le truchement de résolutions de la moribonde Ligue arabe, entérinées par le Conseil de sécurité. Ces actions ont fait le lit de l'«Etat islamique» (EI).

Cette politique marque un recul de plus en plus accusé du respect des principes du droit international, déjà malmené par la politique des «deux poids deux mesures». Elle s'accompagne d'une invocation de la morale et de l'éthique dont la mise en application violente a abouti jusqu'ici à la mort de milliers de personnes innocentes et à la quasi-destruction de sociétés entières. Toutes les notions de droit international en sont ébranlées.

En fait, après l'implosion de l'URSS et la disparition du Pacte de Varsovie, l'OTAN aurait dû perdre sa raison d'être au profit d'une OSCE réformée, qui inclurait la Russie de façon renforcée, voire aussi la Chine. Ceci ne fut pas fait et le monopole relatif de l'OTAN élargi procura un illusoire sentiment de toute-puissance, y compris par l'usage et l'abus du «smart power» (médias, think tanks, financement d'ONG, opérations spéciales...).

Cette toute-puissance a été considérablement renforcée au Moyen-Orient par le partenariat avec les très peu démocratiques pétromonarchies de la péninsule Arabique. Dans le cas syrien, ces dernières, de concert avec la Turquie aux aspirations régionales, ont financé et armé cette seconde génération de groupes terroristes issus de la mouvance d'Al-Qaida, notamment le prétendu «Etat islamique» et le front dit «Al-Nosra».

Mais aujourd'hui, pour les Etats-Unis et les Etats européens alliés, deux facteurs compliquent la donne en Syrie. Contrairement à toutes les attentes des diplomaties occidentales, le régime syrien est toujours en place. Ses adversaires semblent donc devenir moins enclins – du moins publiquement – à lui préférer l'EI ou le Front Al-Nosra. Le principe de réalité commence-t-il à prendre forme dans les diplomaties occidentales? Il faut l'espérer, bien qu'il puisse ne s'agir que de grandes manœuvres diplomatiques.

Le second facteur, complémentaire du précédent, tient au fait que toute action entraîne des réactions. L'extension de «l'hyperpuissance» américaine se heurte à des résistances de plusieurs types. Les uns d'Etats puissants ayant des intérêts régionaux importants, comme la Chine, la Russie, l'Iran; les autres de forces modérées au sein même des Etats impériaux, instruites par les échecs ou résultats parfois catastrophiques d'interventions armées. L'administration Obama, le parlement britannique sont au nombre de ces «chouettes» moins bornées que les «faucons» (parfois européens), pour reprendre la distinction de Benjamin Barber.

Aujourd'hui, la Syrie est le champ d'un affrontement majeur et particulièrement féroce entre les Etats à tendance impériale et les Etats à vocation régionale, les acteurs purement locaux étant facilement instrumentalisés par la vieille technique de la «guerre par procuration».

L'«affaire» syrienne et celle de l'Ukraine nous ont remis en pleine atmosphère de Guerre froide. La Russie, qui demeure un grand Etat, a naturellement des intérêts géopolitiques évidents. Le premier est de combattre la contagion terroriste et ses prolongements chez elle, via le Caucase ou la Tchétchénie, le second de maintenir la seule présence militaire qu'elle a en Méditerranée, sur la côte syrienne.

En Syrie, actuellement, la Russie souhaite une réponse militaire conjointe contre l'EI et le début d'une solution diplomatique concertée avec les Etats-Unis. La question est donc de savoir si nous voulons passer d'un monde unipolaire sous domination occidentale à un monde multipolaire faisant sa place à des pays comme la Russie, la Chine ou l'Iran ou si la politique d'imprécations et de diabolisation contre tout dirigeant qui ne se plie pas aux volontés des Etats-Unis et de leurs alliés va continuer.

Négocier une sortie pacifique du terrible conflit syrien peut donc être une voie raisonnable pour que tous les intervenants externes se sortent de ce guêpier sanglant. Ce serait un premier pas vers un monde multipolaire négocié.

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA